

CRISE SANITAIRE

Vaccination : « On peut monter, mais il nous faut des doses »



Dans un centre de vaccination, à Paris, le 6 mai. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

Laurie Moniez, Richard Schittly, Alexandre Lemarié et Delphine Roucaute (à paris)

A partir du 12 mai, tous les Français de plus de 18 ans pourront se faire vacciner sur les créneaux vacants, a annoncé l'exécutif

LILLE, LYON - correspondants

Continuer à marche forcée d'avancer », c'est avec ces termes qu'Emmanuel Macron a commenté sa stratégie vaccinale, jeudi 6 mai, en bousculant une nouvelle fois le calendrier d'élargissement de la cible vaccinale. Avec cinq jours d'avance, dès lundi, toutes les personnes de 50 à 59 ans auront, comme leurs aînés, accès aux vaccins à ARN messager (Pfizer et Moderna), alors que seules celles souffrant de comorbidités pouvaient en bénéficier jusque-là. Des rendez-vous seront disponibles dès vendredi sur la plate-forme Doctolib. Les vaccins d'AstraZeneca et de Johnson & Johnson sont, eux, toujours réservés aux plus de 55 ans en raison du moindre risque de thromboses de cette population après injection.

Les personnes de 16 et 17 ans souffrant d'une pathologie à très haut risque de forme grave de Covid-19 sont désormais autorisées à se faire vacciner avec le vaccin Pfizer-BioNTech, le seul à avoir l'autorisation pour cette tranche d'âge. Selon le président du conseil d'orientation de la stratégie vaccinale, Alain Fischer, 10 000 à 20 000 adolescents sont concernés.

Enfin, à partir du mercredi 12 mai, les créneaux encore disponibles la veille du rendez-vous pourront être pris par tous les Français de plus de 18 ans, sans autre limite d'âge. « *Chaque jour en fin d'après-midi, on va permettre aux gens d'aller chercher éventuellement des rendez-vous disponibles pour être sûr que tous les rendez-vous sont pris partout sur le territoire en France* », a souligné le président de la République. En routine, ce sont actuellement plus de 20 000 rendez-vous qui sont ainsi pris sous vingt-quatre heures dans une cinquantaine de grands centres. De quoi fluidifier le fonctionnement des centres, donc, sans pour autant bousculer fondamentalement le rythme de la campagne.

« Le gouvernement sort enfin du déni »

Dans les Hauts-de-France, ces annonces n'ont pas suscité de tsunami dans les demandes de rendez-vous. *« Et c'est tant mieux car on sera obligés de refuser »,* expliquait une opératrice téléphonique d'un centre de vaccination nordiste jeudi après-midi. Dans la grande majorité des centres de vaccination, les agendas sont déjà remplis. *« Dès qu'on ouvre des nouveaux créneaux, c'est plein, explique Annie, attachée à la coordination du centre de Saint-Amand-les-Eaux, dans le Nord. On est à 300 vaccinations par jour, sept jours sur sept. On peut encore monter, mais il nous faut des doses. »*

Même constat à Valenciennes où *« tout est déjà plein, de 9 heures à 19 heures, sept jours sur sept »*. Au vaccinodrome installé au Zénith de Lille, 80 % des prises de rendez-vous se font sur Doctolib et tout est réservé au moins quarante-huit heures à l'avance. *« Au vu des nouvelles annonces du président, on va essayer de voir s'il faut augmenter le nombre de créneaux pour absorber cette nouvelle population »,* explique-t-on au CHU de Lille, chargé du Zénith. Au palais des sports de Gerland, l'un des deux vaccinodromes de Lyon, dans le Rhône, on vaccine déjà à flux tendu. *« Nous rafraîchissons la page de Doctolib toutes les deux heures. Si un rendez-vous est annulé, il est aussitôt occupé par quelqu'un d'autre, du coup notre organisation met la demande en phase avec les vaccins disponibles »,* explique le docteur Jihane Fattoum, responsable du centre. Les doses non utilisées en fin de journée restent *« très marginales »*, selon la docteure des hospices civils de Lyon (HCL), et sont en général proposées aux accompagnants ou au personnel présent, pour ne pas les gâcher.

Les autorités sanitaires lyonnaises se refusent à établir des listes d'attente, afin de ne pas compliquer un système qui fait pour l'instant ses preuves. *« Nous continuons à respecter les critères définis, nous ne voulons pas griller les étapes, il reste des populations fragiles à atteindre »,* insiste Jihane Fattoum. En lien avec la Caisse primaire d'assurance-maladie, le centre de Gerland vient de proposer des créneaux supplémentaires pour des personnes socialement vulnérables.

En Seine-Saint-Denis, où les centres, celui du Stade de France en tête, peinent à remplir les créneaux, la nouvelle est accueillie avec soulagement. *« Tant mieux si le gouvernement sort enfin du déni pour apporter plus de sérénité aux habitants et aux équipes médicales »,* s'exclame Stéphane Troussel, président du conseil départemental. Plusieurs centres de vaccination se sont déjà écartés des consignes nationales pour toucher des personnes plus jeunes et ne pas gâcher de doses. Ces annonces clarifient en partie la situation.

C'est une manière de *« cadrer davantage les choses »*, souligne un proche de M. Macron. Mais *« c'est un dispositif exceptionnel »*, a prévenu le chef de l'Etat. Pas question de changer de doctrine générale. *« Nous avançons sans dévier de notre stratégie, qui est de protéger d'abord les plus fragiles, mais avec pragmatisme »,* explique un proche du locataire de l'Elysée.

L'un des objectifs affichés est de ne pas gâcher *« quelque dose que ce soit »* à l'approche du week-end de l'Ascension, qui comptera un pont. En effet, on vaccine deux à trois fois moins les jours fériés qu'en semaine. Doctolib prévoit ainsi que moins de 200 000 injections seront réalisées par jour pendant au moins six journées du mois de mai. De quoi remettre en cause l'objectif fixé par l'exécutif d'atteindre 20 millions de personnes ayant reçu au moins une injection au 15 mai, puis 30 millions au 15 juin, date à laquelle la vaccination sera ouverte à tous les Français âgés de plus de 18 ans.

Améliorer l'adhésion à AstraZeneca

Pour y parvenir, il faudrait procéder à 650 000 injections par jour, quand le record s'élève pour le moment à 541 000, selon Stanislas Niox-Chateau, le patron de Doctolib. Au sommet de l'Etat, l'engagement semble toutefois atteignable, alors que 17 millions de personnes avaient reçu au moins une dose jeudi, et 7,4 millions deux doses. *« Vu le rythme actuel, on est dans les temps avec déjà un fort taux de couverture dans la population, estime un conseiller de l'Elysée. Un tiers de l'ensemble des adultes a déjà reçu une dose, 70 % des plus de 75 ans, et 63 % des plus de 60 ans. Sans compter les plus de 95 % en Ehpad. »*

Cette accélération relève *« du pragmatisme et de l'efficacité »*, explique l'Elysée, rendue possible grâce à *« une plus grande disponibilité des doses »*. Après avoir souffert d'une pénurie de vaccins ces derniers mois, les autorités disposent désormais de davantage de stocks, avec près de 4,5 millions de doses par semaine attendues en mai, venant des quatre vaccins autorisés. Mais au-delà de la montée en puissance des centres, c'est surtout l'adhésion à AstraZeneca qu'il faut améliorer. Le vaccin, disponible essentiellement en ville (pharmacie, médecins, infirmiers, sages-femmes), est utilisé à 75 %, contre 94 % pour Pfizer-BioNTech et 85 % pour Moderna. Environ 1 million de doses cherchent encore preneurs.

